

RÉPONSE

David Dollar et Aart Kraay

L'ARTICLE de Kevin Watkins, «Que la mondialisation profite aux pauvres» va en grande partie dans le même sens que celui que nous avons écrit à partir d'une étude effectuée par nos soins et qui est paru dans *Finances & Développement* en septembre 2001, sous le titre «Échanges, croissance et pauvreté». Nous pensons comme Watkins que la globaphobie est injustifiée et que le commerce international, au lieu d'aggraver la pauvreté et les inégalités, peut être un agent puissant de réduction de la pauvreté en donnant aux pays pauvres l'accès aux marchés, aux technologies et aux idées dont ils ont besoin pour parvenir à une croissance plus rapide et plus équitable. Et, bien que ce ne soit pas le sujet de notre étude, nous sommes tout à fait d'accord avec Watkins quand il souligne les coûts pour les pays pauvres du protectionnisme exercé par les pays riches — point de vue qui ressort également du *Rapport sur le développement dans le monde 2000/2001*, de la Banque mondiale.

Si notre terrain d'entente avec Watkins est large, nous ne pouvons naturellement pas nous ranger à son avis quand il déclare que notre travail repose sur «un raisonnement économique contestable et une interprétation hautement sélective des données». Notre recherche sur les liens entre les échanges, la croissance et la réduction de la pauvreté a été en partie motivée par les déclarations des globaphobes selon lesquels l'accroissement des flux d'échanges et d'investissement aggrave le sort des pays et populations pauvres. Nous avons pris au sérieux ces déclarations familières — ainsi que les critiques des chercheurs sur les observations relatives au commerce et à

la croissance. Contrairement au dire de certains détracteurs, nous avons constaté que l'intégration des pays pauvres dans l'économie mondiale est associée à une croissance et à une réduction de la pauvreté plus rapides. Cela ne veut pas dire que nous souscrivons, comme Watkins le suggère, à l'idée simpliste que «l'engagement renouvelé à la libéralisation [est] la clé du succès de la mondialisation pour les pauvres». Notre conclusion est plutôt qu'une participation accrue au commerce mondial, *conjuguée à de bonnes politiques économiques et sociales*, a été salutaire à un groupe divers de pays pauvres. Ou pour citer notre étude,

Il serait naïf d'affirmer que cette amélioration est entièrement imputable à la plus grande ouverture de ces économies mondialisatrices : elles ont toutes été engagées dans des réformes économiques de vaste portée... La Chine, la Hongrie, l'Inde et le Vietnam ... ont renforcé les droits de propriété et mené à bien d'autres réformes... Pratiquement tous les pays d'Amérique latine inclus dans le groupe ont stabilisé leur forte inflation et redressé leurs finances publiques... (p. 9–10)

Watkins critique notre travail pour la raison que notre «hypothèse implicite est que la libéralisation des échanges explique le succès de l'intégration, le succès étant défini, en l'occurrence, comme une croissance et une réduction de la pauvreté plus rapides». Cela est quelque peu déconcertant. Pour préciser les choses, nous entendons par renforcement de l'intégration une augmentation des exportations et des importations en prix constants par rapport au PIB en prix constants, et nous montrons qu'une intégration accrue est associée à une crois-

sance et à une réduction de la pauvreté plus rapides. Nous reconnaissons aussi explicitement, dans notre étude et dans notre article de *Finances & Développement*, que ces variations des parts des échanges ne sont qu'une expression imparfaite des mesures de la politique commerciale. Notre seul postulat est que les *variations* des parts des échanges sont vraisemblablement de meilleures valeurs approchées des *changements* de politique commerciale que ne le sont les *niveaux* des échanges en volume pour exprimer les *grandeurs* de la politique commerciale. Il est aussi indéniable que certains des pays qui ont abaissé leurs barrières commerciales n'ont pas vu leurs échanges et leur croissance augmenter ou leur pauvreté reculer; nous le reconnaissons dans notre étude. Mais cela nous ramène à un autre point sur lequel nous sommes d'accord avec Watkins : «l'ouverture, en soi, n'est pas une stratégie de réduction de la pauvreté». Nous ne prétendons pas qu'elle le soit. Les observations suggèrent qu'un régime commercial plus libéral fait partie d'une politique globale visant à assurer la croissance et la réduction de la pauvreté.

Enfin, Watkins fait valoir que l'inégalité des revenus entre les personnes s'accroît partout dans le monde et il dénonce la mondialisation comme principale coupable. Nous ne sommes pas d'accord sur ces deux points. Premièrement, Watkins cite, sélectivement, une seule augmentation estimative de 3 points, entre 1988 et 1993, du coefficient de Gini pour le monde. Mais d'autres estimations, y compris les nôtres, citées dans l'article de *Finances & Développement*, révèlent peu de changement, ou même une légère diminution, de l'inégalité entre les années 80 et les années 90. Et comme nous l'expliquons dans notre article, étant donné les vastes problèmes d'évaluation que pose la construction d'une estimation de ce type, il est probable qu'aucune de ces faibles variations dans un sens ou dans l'autre sur des périodes relativement brèves n'est statistiquement robuste. À notre avis, ce que l'on peut dire avec assurance quant à l'inégalité mondiale, c'est qu'elle a clairement augmenté entre 1820 et 1980 avant de se stabiliser, avec peut-être une légère diminution par la suite. De même, en ce qui concerne la pauvreté absolue, le nombre de ceux qui vivent dans cette condition — c'est-à-dire avec moins de 1 dollar par jour — a continué d'augmenter suivant la tendance historique jusqu'en 1980 environ. Depuis 1980, le nombre de pauvres a diminué de 200 millions, selon les estimations.

Deuxièmement, l'expérience de pays que nous identifions comme des mondialistes a été en fait une force de réduction de l'inégalité mondiale depuis 1980. La grande majorité des pauvres recensés dans le monde en 1980 habitait en Chine, en Inde et dans quelques autres pays pauvres d'Asie, comme le Bangladesh et le Vietnam. La croissance rapide dans ces pays a réduit l'écart de niveau de vie avec le monde développé pour une large part de la population, et tous ces pays ont fait reculer la pauvreté dans une mesure significative en s'intégrant à l'économie mondiale. Leur succès rend dérisoires les déclarations sans nuances du mouvement contre la mondialisation. **F&D**

Budgeting and Financial Management in the Public Sector

July 7-August 2, 2002

Designed for senior budget analysts, accountants, economists, and financial administrators at all levels of government and public enterprise in developing countries. Themes include:

- Generation and allocation of public resources
- Formulation and structure of budgets
- Implementation, expenditure, management, reporting, and accounting
- Capacity building for effective budget and financial management

For more information, please contact:

Enrollment services

Tel: 617-496-0484, ext. 274

Fax: 617-495-3090

Email: KSG_ExecEd@Harvard.edu

Internet: <http://www.execprog.org>

HARVARD UNIVERSITY
JOHN F. KENNEDY SCHOOL OF GOVERNMENT

Annual report • Annual Meetings • Article IV
Consultative Arrangements • Crisis
Response • Balance of Payments • Bookstores • By-
Laws, Rules, Regulations • Calendar of Events •
Communications • Conditionality • Commodity Prices •
Country Assessments • Country Information • DSBB •
Data Standards • Data Reporting • Directory of Economic
Commodity and Development Organizations •
Employment Opportunities • EML • ESAF • Exchange
Rates • Executive Directors • External Evaluation of ESAF
• Financial & Technical Assistance • Financial Statements •
Frequently Asked Questions • Five-Year Governors •
Heavily Indebted Poor Countries (HIPC) • How to apply

Pour en savoir plus sur le FMI
www.imf.org